

Conférence des Ministres de l'Environnement et des Finances de la CEEAC et de la Communauté de l'Afrique de l'Est sur l'accélération de l'opérationnalisation de la Commission Climat du Bassin du Congo, du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo et du Fonds pour l'Economie Verte en Afrique centrale (FEVAC) et sur l'Adoption de la Position commune face à la COP23.

Brazzaville, Hôtel Radisson Blu, 3-5 octobre 2017

**OUVERTURE DE LA PREMIERE CONFERENCE
EXTRAORDINAIRE DES MINISTRES ET DE
L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES**

Discours d'ouverture

**Par Madame Arlette SOUDAN NONAULT
Ministre du Tourisme et l'Environnement**

Brazzaville, Radisson Blu, 5 octobre 2017

Excellence Monsieur Clément MOUAMBA, Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Messieurs les Ministres de l'Environnement et des Finances des pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est et de la Communauté des Etats de l'Afrique Centrale,

Messieurs les Ministres de la République du Congo et chers collègues,

Monsieur le Secrétaire Général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale.

Monsieur le Secrétaire Général Adjoint de la Communauté de l'Afrique de l'Est,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des organisations internationales accrédités au Congo,

Mesdames et Messieurs les Représentants des institutions financières partenaires au développement,

Mesdames et Messieurs en vos rangs et qualités,

A tous nos hôtes venus des pays frères d'Afrique Centrale et d'Afrique de l'Est, j'adresse mes très chaleureuses salutations et la bienvenue en terre hospitalière du Congo. J'adresse également un remerciement particulier à ma sœur, Madame la Ministre du Développement durable du Royaume du Maroc, arrivée tout exprès pour cette conférence, dans la foulée des rencontres que nous avons eues à Rabat et à New York avec la Fondation Brazzaville.

Je vous prie tout d'abord de bien vouloir accepter nos excuses pour la brièveté des délais qui vous ont été impartis pour préparer votre déplacement, mais le caractère d'urgence nécessité revêtu par cette première conférence s'explique par deux raisons essentielles.

La première est, la proximité de la date retenue par la COP 23, qui s'ouvrira à Bonn en Allemagne dans un mois. Participer à cette importante conférence internationale sans avoir auparavant dressé un bilan de la précédente et adopté une position commune n'était évidemment pas souhaitable.

La seconde est l'urgence de structurer et de mettre en place les mécanismes et règles de gouvernance pour assurer un démarrage effectif de la Commission Climat du bassin du Congo d'une part et de ces deux outils que sont le Fonds pour l'économie verte et le Fonds bleu pour le bassin du Congo d'autre part.

Afin de lier les actes aux paroles, de rompre avec l'immobilisme et de répondre aux attentes des populations qui espèrent des retombées concrètes à nos sommets et conférences, nous avons passé en revue les différentes initiatives et les outils mis en place avant et après les deux dernières COP.

Le bilan ainsi fait nous a permis de constater qu'il était urgent d'engager un processus d'accélération et d'opérationnalisation de ces outils, afin d'atteindre les objectifs que nous nous étions fixés à leur création.

Pour ce faire, plusieurs mesures ont été identifiées et traduites en projets de décisions, en feuilles de route, en programmes sectoriels et en plans d'action que nos experts ont minutieusement examinés et formulés pendant deux jours de travail, au terme desquels ils ont produit un rapport qui va vous être présenté. Je tiens ici à les remercier pour leur professionnalisme.

Mesdames et messieurs, chers participants. Nous avons la chance historique d'avoir à la tête de la Commission Climat du Bassin du Congo un Président, Son Excellence **Denis Sassou Nguesso**, engagé depuis des années dans le combat pour la défense globale de l'environnement et la promotion de l'économie verte, alors même que les pays riches, peu soucieux de polluer le reste de la planète, ne s'intéressaient à l'époque qu'à la protection de leur propre écosystème.

Son engagement et sa vision ont été déterminants dans la prise de conscience désormais générale que sans la participation solidaire de l'Afrique, il serait vain d'espérer répondre au défi existentiel posé par le réchauffement climatique.

A nous de savoir saisir cette chance, à nous de nous montrer dignes de cet exemple.

En matière de défense de l'environnement et de protection de notre mère Afrique, comme ailleurs mais plus encore qu'ailleurs sans doute, tout en effet est question de volonté politique. Nous avons trop longtemps considéré que le combat pour l'écologie était un luxe de pays riches et ce faisant, nous avons passivement permis aux pollueurs industriels de la planète de se servir de notre continent comme d'un déversoir et d'un champ d'expérimentation.

Il fut un temps, oui, où le défunt et regretté Président Houphouët Boigny pouvait dire : " ce qu'il faut à l'Afrique, c'est un peu de pollution" parce qu'à ses yeux, la pollution était une conséquence inévitable du développement.

Eh bien, comme le Président Denis Sassou Nguesso en a eu l'intuition pionnière, ce temps là est définitivement révolu. Tout est politique donc, tout est affaire de volonté et d'unité. Face aux inégalités criantes mises à nu par les effets néfastes du réchauffement climatique - il n'aura échappé à personne en effet que si les émissions nocives viennent du Nord, les

catastrophes dites naturelles mais en réalité provoquées, frappent au sud- il nous faut établir un rapport de forces crédibles.

Alors, quand j'entends certains critiquer déjà de l'intérieur, voire remettre en cause le bien fondé de notre initiative du Fonds Bleu, initiative majeure de protection, d'exploitation durable et de sauvegarde de tout notre système hydrographique, du Lac Tchad menacé par la sécheresse à la dorsale des Grands Lacs en passant par le deuxième réservoir de carbone du monde qu'est le bassin du fleuve Congo, sous prétexte qu'il y aurait déjà d'autres fonds et que les ressources dédiées à sa mise en œuvre tardent à être réunies, quand j'entends cela, je m'inquiète.

Oui, bien sûr, le fonds bleu comme tous les autres se doit d'être opérationnel et c'est pour cela que nous nous sommes réunis ici à Brazzaville, afin d'aller à la COP 23 avec un instrument et des propositions solides.

Mais je le dis comme je le pense: s'il est un sujet à propos duquel nous devons définitivement bannir nos démons récurrents de la division, de la jalousie, des égoïsmes nationaux et des petits calculs politiques, c'est bien celui de la défense vitale de notre écosystème.

L'Afrique est notre mère, notre espace de vie et de respiration, notre maison commune.

L'Histoire et les générations futures, n'en doutons pas, nous jugeront sur la manière dont nous avons réussi à la protéger. Nous n'avons pas le droit à l'échec et pour cela, nous devons agir, vite et ensemble.

Je vous remercie.